

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Brésil

Résumé

Une publication du SER de Brasilia
Semaine du 06 04 2026

Le gouvernement élargit son dispositif anti-inflation à l'énergie et aux transports

Le gouvernement brésilien renforce son dispositif anti-inflation en subventionnant massivement le diesel (jusqu'à 1,52 BRL/L) et en soutenant le secteur aérien ainsi que le GPL, afin de limiter la hausse des prix de l'énergie. L'ensemble des mesures se veut fiscalement neutre grâce, à une hausse des recettes pétrolières et de certaines taxes.

LE CHIFFRE A RETENIR :

+36,4%

La hausse des exportations issues de l'industrie extractive en mars 2026 en glissement annuel

La Banque centrale du Brésil accélère la diversification de ses réserves, au profit du renminbi et de l'or

La BCB a poursuivi la diversification de ses réserves, au détriment du dollar (72% du total, contre 86,8% en 2019). Le renminbi, inexistant dans le portefeuille avant 2019, atteint désormais 5,94%, près de trois fois la moyenne mondiale, tandis que l'or, dont les stocks ont augmenté de 33% en volume, s'impose comme le deuxième actif avec 7,19% du total.

La réduction du temps de travail au Brésil : un débat économique et politique majeur

Le gouvernement Lula veut réduire la semaine de travail légale de 44 à 40 heures avant les élections d'octobre 2026. La mesure, plébiscitée par 71% des Brésiliens, se heurte à une forte résistance patronale : le surcoût pour les entreprises est estimé entre 158 et 267 Md BRL (~30 à 45 Md EUR) par an. Dans un contexte de faible productivité et de croissance modérée, les économistes s'interrogent sur la capacité de l'économie brésilienne à absorber ce choc.

Graphique de la semaine : Evolution des réserves de la BCB

Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+3,5%	+20,9%	194 069
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	-1,2%	-5,8%	136
Taux de change USD/BRL	-0,8%	-5,8%	5,12
Taux de change €/BRL	+0,3%	-6,4%	5,96

Note : Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Actualités macro-économiques & financières

Le gouvernement élargit son dispositif anti-inflation à l'énergie et aux transports

Confronté à la hausse des prix des carburants, le gouvernement brésilien a annoncé des nouvelles mesures pour enrichir le paquet anti-inflation présenté en mars (cf. brève semaine du 19/03). Elles sont centrées sur une subvention diesel totale de 1,52 BRL/litre, et complétées par des mesures de soutien au secteur aérien et au GPL. L'ensemble est présenté par le gouvernement comme fiscalement neutre.

La mesure centrale est la subvention de 1,20 BRL/litre, cofinancée à parts égales entre le gouvernement fédéral et les unités fédérales, qui s'ajoute aux 0,32 BRL/litre annoncés auparavant pour atteindre un total de 1,52 BRL/litre. Selon le ministère des Finances, cette mesure représente un coût de 2 Md BRL (336 M EUR) pour le budget fédéral. Sur les 27 entités fédérées, seuls deux États ont refusé d'y participer (Rio de Janeiro et de Rondônia).

Une aide complémentaire à la production de diesel est également instaurée à hauteur de 0,80 BRL par litre, pour un coût de 6 Md BRL (1,01 Md EUR) sur une durée initiale de deux mois, renouvelable pour deux mois supplémentaires. Ceci porte l'effort total sur le diesel à 1,52 BRL/litre en subvention consommateur et 0,80 BRL/litre côté producteur.

Le secteur aérien bénéficiera d'un soutien spécifique. Les taxes PIS et Cofins sur le kérosène sont suspendues jusqu'au 31 mai 2026. En outre, le paiement des redevances de navigation aérienne dues pour les mois d'avril, mai et juin est reporté à partir de décembre. Deux nouvelles lignes de crédit, d'un montant total de 8,5 Md BRL (1,43 Md EUR), seront également mises en place pour soutenir les acteurs du secteur.

Le gaz de pétrole liquéfié (GPL), bénéficiera également d'une subvention fédérale à hauteur de 850 BRL par tonne importée afin d'aligner les prix domestiques sur les prix internationaux, pour un coût total estimé à 330 M BRL (55 M EUR). Cette mesure vise à limiter l'impact de la hausse des prix du gaz de cuisine, en particulier pour les ménages à faibles revenus.

Le ministre des Mines et de l'Énergie, Alexandre Silveira, a par ailleurs annoncé le relèvement de la part de l'éthanol dans la composition de l'essence, qui passera de 30% à 32%. Cette mesure devrait contribuer à contenir la hausse du prix à la pompe, en s'appuyant sur la robustesse de la filière domestique : le Brésil est le deuxième producteur mondial d'éthanol, avec environ 37 Md de litres produits en 2025.

Selon le gouvernement, l'ensemble des mesures resterait fiscalement neutre, grâce à l'augmentation des recettes pétrolières (royalties et taxes à l'export) ainsi qu'à un relèvement de la fiscalité sur les entreprises du secteur ayant bénéficié de la hausse des prix internationaux. Une hausse des taxes sur les cigarettes à 3,5% devrait générer 1,2 Md BRL (201 M EUR) de recettes supplémentaires en 2026 pour

compenser le coût des exonérations sur le biodiesel et le kérosène.

Enfin, l'Agence nationale du pétrole (ANP) poursuit sa surveillance des hausses abusives de prix. Un projet de loi en procédure d'urgence prévoit des peines de prison pouvant aller jusqu'à cinq ans pour ces pratiques, en complément des sanctions financières déjà existantes.

Ces mesures visent à instaurer un bouclier pour le secteur productif, en particulier pour l'agro-industrie, dans un contexte de forte dépendance du pays au transport routier et aux importations de diesel, qui représentent environ 30 % de la consommation nationale.

La Banque centrale du Brésil accélère la diversification de ses réserves, au profit du renminbi et de l'or

La part du renminbi dans les réserves internationales de la Banque centrale du Brésil (BCB) a poursuivi sa progression en 2025, atteignant 5,94% à fin décembre, contre 5,31% un an plus tôt, selon le Rapport de gestion des réserves internationales publié par l'institution. La monnaie chinoise occupe ainsi la quatrième place dans le portefeuille brésilien, derrière le dollar (72%), l'or (7,2%) et l'euro (6,6%), mais devance l'ensemble des autres devises détenues en réserve. Cette progression s'inscrit dans une tendance continue : le renminbi ne représentait que 1,1% des réserves brésiliennes lors de son intégration en 2019.

Cette évolution contraste nettement avec la dynamique mondiale. Selon les

données trimestrielles du FMI, la part du renminbi dans les réserves de change globales était tombée à 1,95% au quatrième trimestre 2025 — contre 2,9% à son pic en 2021 — poursuivant un déclin amorcé depuis plusieurs années. Le Brésil affiche ainsi une exposition au renminbi près de trois fois supérieure à la moyenne mondiale.

Cette orientation reflète en partie la réalité des échanges commerciaux bilatéraux. La Chine est de loin le premier partenaire commercial du Brésil, absorbant 29% de ses exportations totales en 2025, soit 100 Md USD (16,8 Md EUR), et représentant 25,3% de ses importations. L'excédent commercial brésilien vis-à-vis de la Chine atteint 29 Md USD en 2025 (4,9 Md EUR), soit de loin la contribution la plus élevée à l'excédent global de 68,3 Md USD (11,5 Md EUR). Pékin est le premier acheteur de pétrole brut brésilien (45% du total), de soja et de minerai de fer (près de 70% des ventes brésiliennes), ainsi que le principal moteur de la forte hausse des exportations de viande bovine (+43% sur l'année 2025).

Plusieurs instruments bilatéraux ont accompagné cette montée en puissance. En mai 2025, lors de la visite du président Lula à Pékin, les deux banques centrales ont signé un accord de swap de devises d'un montant maximal de 190 Md CNY (157 Md BRL, équivalent à 26 Md EUR), d'une durée de cinq ans. Dès 2023, la BCB et la Banque populaire de Chine avaient conclu un MOU sur la mise en place d'un dispositif de compensation en renminbi, et la banque brésilienne BOCOM BBM était devenue la première institution financière d'Amérique latine à rejoindre directement le système chinois de paiements interbancaires

CIPS. En 2023 également, une première transaction bilatérale en circuit fermé avait été réglée en renminbi, sans passage par le dollar.

La progression du renminbi s'inscrit plus largement dans une révision de la politique d'allocation des réserves brésiliennes en 2025, marquée par une diversification accrue face aux incertitudes économiques et géopolitiques. La BCB a ainsi significativement renforcé sa position en or, qui est passé de 3,55% à 7,19% des réserves totales entre fin 2024 et fin 2025, devenant le deuxième actif de réserve derrière le dollar. Pour cela, l'institution a acquis 42,8 tonnes du métal entre septembre et novembre, portant ses stocks de 129,6 à 172,4 tonnes. Cette décision s'inscrit dans un mouvement mondial, les banques centrales ayant collectivement fortement augmenté leurs achats d'or depuis 2022, dans un contexte d'incertitudes géopolitiques et de volatilité des marchés. En 2025, les achats d'or des banques centrales ont atteint 863 tonnes.

Le dollar américain demeure néanmoins la première composante du portefeuille brésilien, avec 72% des réserves à fin 2025 — en recul notable par rapport aux 86,8% de 2019 et aux 78,4% de 2024. Sa part a diminué mécaniquement à mesure que la BCB relevait celles de l'or, de l'euro et du renminbi dans le cadre de sa révision annuelle du portefeuille de référence. La BCB rappelle que sa politique d'investissement répond aux critères de sécurité, de liquidité et de rentabilité, dans une logique de couverture des expositions extérieures du pays.

Ces rééquilibrages s'opèrent dans un environnement géopolitique tendu. La montée en puissance du renminbi dans les réserves brésiliennes n'est pas sans signification politique à l'heure où Washington cherche à limiter l'influence chinoise en Amérique latine, et où l'administration Trump a imposé des tarifs douaniers significatifs sur les exportations brésiliennes à l'été 2025. Pour autant, cette diversification ne traduit pas un basculement hors du dollar : selon une étude de l'IPEA (Institut de recherche en économie appliquée) portant sur 2019-2023, 95,4% des recettes d'exportation et 82% des paiements d'importation du Brésil restaient libellés en dollars américains, le renminbi ne représentant que 0,35% des paiements d'importation.

Etude économique & financière

La réduction du temps de travail au Brésil : un débat économique et politique majeur

Le gouvernement Lula pousse une réforme constitutionnelle ambitieuse qui réduirait la semaine de travail légale de 44 à 40 heures, mettant fin au régime légale de temps de travail hebdomadaire dit 6x1 — où de nombreux travailleurs brésiliens

travaillent six jours consécutifs pour un seul de repos. La réforme, portée par deux propositions d'amendement constitutionnel (PEC) en discussion au Congrès, bénéficie d'un fort soutien populaire mais se heurte à la résistance du patronat, qui redoute une hausse substantielle des coûts salariaux.

Le soutien politique et populaire à cette mesure est considérable. Selon un sondage publié en mars, 71% des Brésiliens se disent favorables à une réduction du temps de travail. Une autre enquête révèle que 82% des Brésiliens âgés de 16 à 40 ans soutiennent la fin du régime 6x1 à condition que les salaires ne soient pas réduits. Le président de la Chambre des députés, Hugo Motta, a fait de cette réforme une priorité pour 2026, avec un vote en plénière possible dès le mois de mai. Le lien avec le contexte pré-électoral est clair : Lula, candidat à un quatrième mandat en octobre, cherche à capitaliser électoralement sur cette mesure sociale emblématique.

L'impact sur les coûts des entreprises constitue le principal argument des opposants à la réforme. La Confédération nationale de l'industrie (CNI) estime que le passage à 40 heures hebdomadaires alourdirait la masse salariale formelle de 178 à 267 Md BRL (~30 à 45 Md EUR) par an selon l'adaptation retenue — recours aux heures supplémentaires ou embauche de nouveaux salariés. Cela représenterait une hausse de 4,7% à 7% des dépenses totales en personnel. Pour la seule industrie, la facture s'établirait entre 58,5 et 87,8 Md BRL (9,8 à 14,7 Md EUR). La Fédération du commerce de São Paulo (FecomercioSP) chiffre quant à elle le

surcoût pour l'économie à 158 Md BRL (~26 Md EUR) dans un scénario conservateur, soulignant que 62% des travailleurs formels brésiliens sont actuellement dans la tranche 40-44 heures, soit environ 35,7 M de personnes directement concernées.

Les secteurs les plus exposés sont ceux à forte intensité de main-d'œuvre. L'agro-industrie, le commerce de détail, la construction et les services seraient particulièrement touchés, avec des proportions de contrats à 44 heures atteignant 92%, 89% et 91% respectivement. Selon une étude (Ibevar/FIA Business School), la réduction de 9,1% du nombre d'heures hebdomadaires entraînerait dès le court terme une contraction du PIB d'environ 0,32 point de pourcentage rien que dans le commerce de détail, ramenant la croissance prévue pour 2026 à environ 1,5 – 1,8%. Les micro et petites entreprises subiraient l'impact proportionnellement le plus élevé, atteignant jusqu'à 11,9% de hausse de leur masse salariale dans le scénario des heures supplémentaires.

La CNI souligne que les entreprises ne pourront pas maintenir leur niveau de production dans le contexte macroéconomique actuel : recruter de nouveaux salariés est difficile dans un marché du travail tendu — le chômage brésilien était à 5,6 % fin 2025 — et le recours massif aux heures supplémentaires serait trop coûteux. De plus, la main-d'œuvre qualifiée fait déjà défaut. L'industrie de transformation enregistre par ailleurs une baisse cumulative de productivité de 9% entre 2019 et 2024, selon les chiffres avancés par la CNI. Dans ces conditions, une partie des heures

retirées se traduirait directement par une perte de production, avec des effets négatifs en cascade sur la compétitivité internationale, les exportations et les recettes fiscales.

Les partisans de la réforme font valoir des bénéfices sociaux et économiques indirects qui ne figurent pas dans ces calculs de court terme. En 2025, plus de 540 000 travailleurs brésiliens ont été placés en arrêt maladie pour des troubles liés à la santé mentale. Une réduction du temps de travail permettrait de diminuer l'absentéisme et les coûts associés au turnover, tout en favorisant une meilleure répartition des tâches domestiques — avec un effet potentiellement positif sur la participation des femmes au marché du travail. Des expériences internationales plaident également en faveur de la mesure : en Islande, une réduction de 40 à 35-36 heures entre 2015 et 2019 a amélioré le bien-être des salariés sans dégradation de la productivité dans la majorité des entreprises concernées.

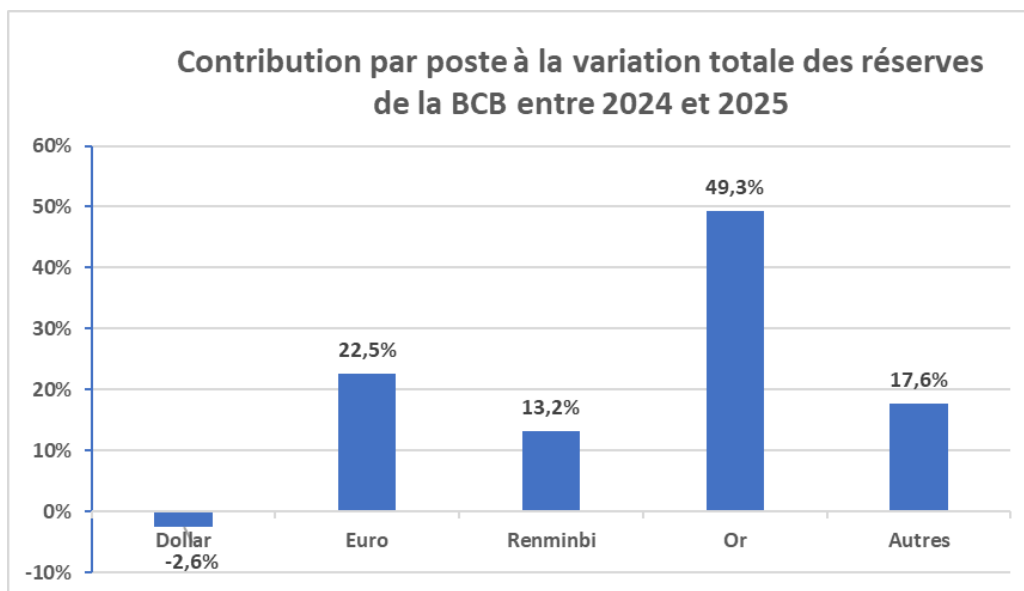
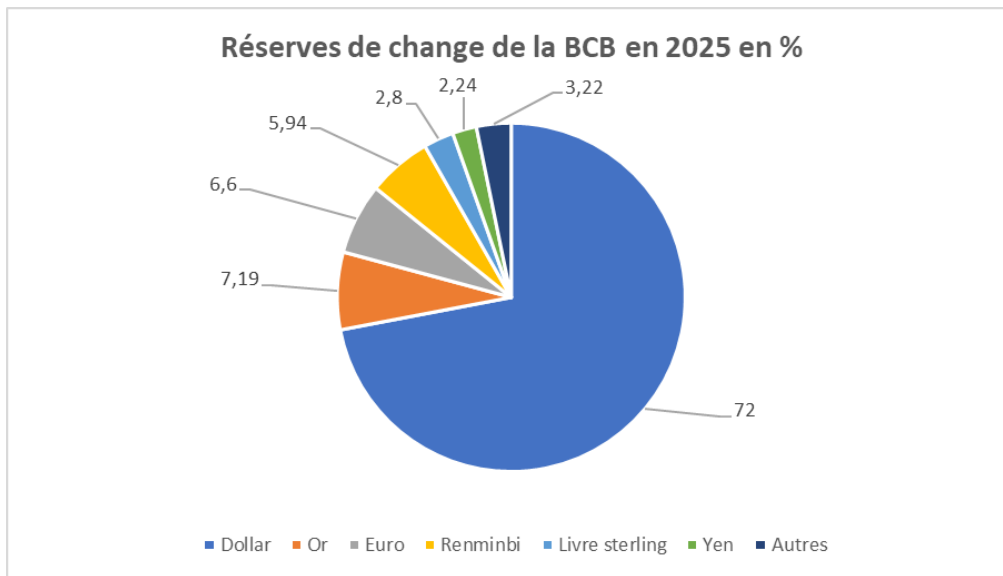
L'IPEA (Institut de recherche économique appliquée) a estimé que les coûts de la réforme seraient absorbables par l'économie, les comparant à ceux d'une revalorisation du salaire minimum. La CNI conteste méthodologiquement cette

équivalence, arguant que les effets structurels d'une réduction du temps de travail sont bien plus larges qu'une simple hausse salariale, notamment parce que la compensation intégrale des heures est improbable et que les effets indirects sur les chaînes de production sont systématiquement sous-estimés.

Le débat renvoie en dernière analyse à la question de la productivité du travail, stagnante depuis des décennies dans la plupart des secteurs de l'économie brésilienne. Un chercheur de l'Université fédérale de Rio de Janeiro, João Saboia, souligne que les réductions de temps de travail sont plus facilement absorbées par les économies en forte croissance — comme le Brésil des années 2003-2013, où la productivité avait progressé de près de 21%. Dans le contexte actuel de croissance modérée et de faibles investissements, en particulier dans la formation et les technologies, le risque est que la réforme se traduise davantage par une perte de production.

* * *

Graphique de la semaine



Sources : BCB, Relatório de Gestão das Reservas Internacionais 2025 et 2026 ; calculs SER à partir des parts par devise et du stock total de réserves.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasília.

Rédaction : Rafael Cezar (Conseiller financier), Léo Portier (Adjoint), Pierre Bourgeois (stagiaire).

Abonnez-vous : leo.portier@dgtresor.gouv.fr